

Hier, on a fêté la mi-carême, en oubliant que c'est tous les jours carême pour les exploités !

le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 120 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 60 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 30 fr.

Chèque postal : Delecourt 691-12

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

La menace des Combattants

Le « Nouveau Siècle », ce journal de création récente, qui veut être, et il s'en cache à peine, l'organe de concentration du fascisme français, publie dans son dernier numéro un « billet du combattant » de M. Jacques Arthuis dont les dernières lignes constituent une menace assez claire, pour brefs que soient les termes :

Les cardinaux viennent de montrer nettement que les catholiques existent et qu'ils veulent exister. Le moment n'est pas loin où d'autres Français signifieront aussi leur existence à ceux qui nous mènent à l'abîme : ce sont les combattants. Et ils la signifieront avec une vigueur qui ne sera pas seulement dans la pensée.

Cette vigueur que le collaborateur régulier du journal de la Légion nous promet, nous sommes prêts, quelques uns, à l'accueillir. Et c'est précisément en tant qu'anciens combattants que nous le ferons.

Dans un post-scriptum à cet article, M. Jacques Arthuis renvoie à l'office M. Cazals, ce gérant qui osa, paraît-il, parler des combattants. Nous ne voulons rien avoir de commun, pour d'autres raisons que M. Arthuis, avec ladite vieille barbe, mais puisque l'ancien combattant fasciste paraît ne vouloir répondre qu'à ses pairs, nous allons lui oser : présents !

Il y a deux grandes sortes de combattants : ceux qui ayant quelque chose à protéger sont partis, soit avec bravoure aux premières lignes, soit avec prudence dans les états-majors et ceux qui, n'ayant rien à défendre, mais parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, pris dans l'engrenage, sans organisation, entre ceux qui n'auraient pas voulu marcher et trahir par les chefs mûres qui leur avaient promis la révolution, sont allés se faire tuer ou mutiler dans l'espoir, réalisé tout de même pour quelques uns, d'en revenir.

Il ne s'agit pas, d'un point de vue philosophique, de juger la soumission passive de ces derniers, qui ont bien des excuses, ni d'exiger de tous les hommes qu'ils soient des martyrs. C'est un fait, Simon au début, à cause de la folie collective, du moins vers le milieu de la guerre, c'est contraints chez tous les belligérants, les trois quarts de l'armée marchaient. Parmi ceux-là les rescapés se sont divisés. Quelques uns qui avaient conquis du galon et sauvé leur peau ont fait chorus avec eux, chefs de section, officiers et secrétaires d'état-major qui à peine rentrés dans la vie civile s'installaient commodément dans celle-ci, « parce qu'ils avaient des droits ».

C'est dans cette foule d'inconscients et de cyniques, dont une femme partie, s'ils sont anciens combattants, n'ont jamais été combattants tout court, que les associations aux initiales diverses ont recruté leurs adhérents.

Mais la grande masse des anciens poilus sont restés solitaires. Ils n'étaient pas que las des horreurs de la guerre, eux qui en avaient réellement souffert, ils étaient las aussi des chefs et des mots d'ordre et d'obéir toujours et ils ne se souciaient guère d'aller se faire enrégimenter à nouveau et de suivre, derrière des drapeaux, dans des cérémonies officielles, des ombres décolorées, des secrétaires de groupes ou de sections.

Ils en avaient marre, de tout, de tout ! Ils voulaient seulement reposer leurs pauvres corps qui l'avaient bien mérité.

Jacques Arthuis, vos associations groupent quelques centaines de mille hommes ; nous sommes des millions qui nous taisons, qui ne crions pas si fort que dix d'entre vous, — on parlait bas, là-bas, — mais prenez garde de nous ignorer.

Si demain vous faites appel à la violence pour instaurer la dictature de ce que nous haïssons plus que tout, de l'esprit militaire, c'est nous, les combattants tout court, les combattants forcés que vous trouverez au premier rang du peuple, dressés contre vos maigres cohortes.

Nous opposerons cette fois nos poitrines aux vôtres et croisant avec vous les armes dont nous connaissons le secret, nous ferons cette guerre civile, moins fratricide que l'autre.

Si avoir tué confère un droit, à vos yeux, nous l'avons autant que vous, et vous n'avez pas celui de toujours parler au nom de ceux qui se recueillent et qui ne sont pas avec vous.

Provoquez-les, vous verrez !

Quelques jeunes et quelques vieux, ceux qui ont fait prendre la Rhénanie et ceux qui l'ont occupée, qui sortiraient par là, à un manifeste qui sortirait sous forme d'affiche et dont les violences, verbales d'ailleurs, fourmieraient, si elles étaient poursuivies, un prétexte à une nouvelle agitation. On dit que MM. Maurras et Romier n'y seraient pas étrangers ; on dit que les cent ou deux cents signataires s'intituleraient eux-mêmes « l'équipe ». Je ne sais pour qui l'injure de cette étiquette est plus sanglante : pour ceux qu'elle évoque, ou pour ceux qui s'en parent ?

Cela n'a pas d'ailleurs grande importance et ne verra peut-être jamais le jour, car l'accord le plus parfait ne règne pas toujours entre les chefs des « légions » en manœuvres contre la « horde ». Car c'est sous ce vocable que

nous rangent les gens du « Nouveau Siècle ». C'est plus rocambolesque que méchant. Mais toutes ces tentatives de groupement à droite et d'agitation contre les partis avancés sont l'indice d'un état d'âme et de faits critiques. Il n'est que temps de s'en préoccuper.

Il fut une époque où le snobisme était à gauche. Ce n'est plus. Tant mieux. Mais il ne faudrait pas que nous laissions prendre au courant de droite, qui n'est encore entité que de semblables éléments, la force d'un aveugle courant d'opinion.

Couvement réel et profond ce sont les forces de générosité qui doivent le créer et le mettre en marche. L'heure est favorable, l'outrance des apprentis fascistes, l'intransigence et la prétention d'insuffler à nouveau à l'état une âme catholique des cardinaux ont réveillé les gens les plus assoupis. Il ne faudrait pas le laisser se redormir.

Sous prétexte de démolir l'état, il ne faudrait pas le laisser tomber aux mains de ceux qui le renforceraient d'une formidable façon.

C'est pourquoi s'avère nécessaire une entente et une action coordonnées de tous les éléments — je dis bien éléments et non organisations — d'extrême gauche.

Car, ainsi que le voulait Clemenceau, entre les uns et les autres, ce ne sera bientôt plus qu'une question de force. Et si, comme je le disais, il y a huit jours, effrayé par les maux que se prépare l'humanité, on ne fonde rien sur la force, on ne peut non plus rien sans elle.

Et puisque les temps nous l'imposent, en dépit de la dégradation pascalienne, « ne pouvant faire que ce qui est fort juste », nous ferons que ce qui est juste soit fort.

PACROSS.

On perfectionne les moyens de tuer

Herriot, qui prétend désarmer, lance des torpilles et des sous-marins et expérimente des canons et des mitrailleuses.

La commission de l'armée a entendu le colonel « chef » de la section technique de l'infanterie sur la question des armes portatives automatiques. Il a mis au courant des essais d'une nouvelle mitrailleuse. D'autres expériences auront lieu prochainement.

Ainsi, on perfectionne les moyens de tuer et l'argent qu'on ne trouve pas pour les œuvres de paix, on n'en manque pas pour les expériences de mort.

Syndicalisme d'antichambre ministérielle

Le ministre des travaux publics, M. Peytral, a reçu une délégation de la Fédération Générale des Mécaniciens et Chauffeurs, qui l'a entretenu des huit heures, des indemnités de déplacement, etc.

L'Unité syndicale

Le Comité fédéral de la C. G. T. Lafayette a fini ses travaux. La question de l'unité y a été discutée. La position reste la même : « Retour au sein de la vieille C. G. T., dissolvez vos rayons et cellules, et ne recommencez l'après toute de tendances d'avant la scission. »

Une fois de plus, l'unité apparaît plus reculée, plus lointaine. Ni les uns ni les autres, parmi les chefs, ne la désirent. Et l'on comprend pourquoi. Il y aurait des disparités de postes.

D'ailleurs, il semble bien que, malgré le bluff entretenu comme un dogme politique par le parti communiste, l'idée d'unité ne passionne plus autant les militants. La scission est un fait, et on s'y accoutume, on s'y adapte. Lorsque les syndicats auront établi leurs bases d'action sur cette situation, l'unité ne viendra même plus à la pensée des syndiqués. Chaque tendance, en effet, aura pris de nouvelles directives, et s'accrochera plus à droite ou plus à gauche.

On se demande même ce qu'il adviendrait si les révolutionnaires entraient dans la C. G. T. politique, gouvernementale, plus à droite même que le parti socialiste. Les communistes sont d'autant plus arrogants qu'ils voient la désagrégation de la C. G. T. U. Leur mouvement à eux, réformistes, est plus stable qu'on ne croit. Les corporations modérées, plus ou moins privilégiées, celles qui boudaient tant jadis pour entrer à la C. G. T. U. y formeront un bloc du plus pur réformisme, où la collaboration de classes fleurira.

On prête, d'autre part, à certains militants de la C. G. T. U. l'intention de rentrer à l'autre. Cela est possible. Le parti communiste ayant fait le maximum avec ses cellules et ses rayons, ayant fait le vide dans les syndicats unitaires, acceptera peut-être cette combinaison.

Mais il est d'ores et déjà certain que les meilleurs militants du syndicalisme n'accepteront pas cela, et que nombre de syndiqués réfugiés dans l'autonomie y resteront.

Est-ce un mal ? Est-ce un bien ? Il est superflu de le discuter. C'est un fait. Il y a, en réalité, deux courants syndicalistes qui s'opposent : le gouvernemental et le révolutionnaire. Il n'est guère possible d'envoyer une entente entre ces deux adversaires. Ceux du Globe le sentent tellement bien qu'ils refusent toute unité, préférant rester tranquillement dans leur position.

La crise du syndicalisme est tellement profonde qu'elle ne se résoudra pas par une parole de congrès, mais par les efforts méthodiques et tenaces des compagnons voulant remonter le syndicalisme sur ses véritables bases. — G. B.

Pour faire réléchir les amis du «Libertaire»

Dans la discussion du Comité fédéral national de la C. G. T. on a donné quelques chiffres sur le Peuple.

En 1925, il coûtera 25.000 francs par mois aux syndiqués, soit 300.000 francs que l'on devra tirer des cotisations pour faire vivre ce quotidien.

Et encore, le Peuple, surtout depuis qu'il est devenu journal officiel du gouvernement, a passablement de publicité.

Nous avons choisi cet exemple qui nous tombe sous les yeux, afin de démontrer que le «Libertaire» quotidien a toujours été le quotidien qui avait le moins besoin d'argent, et qui évitait le gaspillage en pratique dans presque tous les journaux.

Le mouvement anarchiste français devrait être en état, par son nombre et son désintéressement, de faire vivre un quotidien et d'en faire un des plus vivants et des plus répandus.

Nous rappelons aux amis que si, pour dimanche, une souscription assez forte n'est pas entrée dans la caisse de l'administration, c'en sera fait du quotidien. Nous ne voulons pas insister davantage, et nous nous résignons à l'inévitable et à l'irréparable.

La chute du quotidien signifierait le recul du mouvement anarchiste en ce pays. Il a réussi à grouper plus ou moins étroitement tous les anarchistes autour de lui. Sa mort serait le signal de l'éparpillement de ses forces, de la désorganisation de l'U. A., du renouvellement des luttes de tendances entre nous.

Comrades qui vous semblez vous désintéresser de l'existence de notre quotidien, réfléchissez, réfléchissez.

Deux Hindous expulsés de France

Deux révolutionnaires hindous, MM. Roy et Lohani, obligés de fuir leur pays où leurs opinions politiques mettaient leur liberté et leur vie en danger, viennent d'être expulsés de France à la demande du gouvernement britannique.

S'ils étaient restés attachés à la lutte pour l'indépendance de leur pays, ils n'occupaient en France que de propagande pro-hindoue, et ne se mêlaient nullement à nos affaires politiques.

La Ligue des Droits de l'Homme a protesté contre cette expulsion contraire à toutes les traditions de la section française des Droits politiques ont toujours trouvé un asile. Elle a demandé à ce que MM. Lohani et Roy, dont les papiers sont en règle, et qui ne contraignent pas à nos lois, soient autorisés à demeurer à Paris.

La terreur blanche en Bulgarie

De jour en jour il nous parvient les nouvelles les plus épouvantables pour la terreur blanche en Bulgarie. Là-bas on torture, on assassine, on se massacre sans aucune raison. Chaque jour on y verse du sang innocent. Le gouvernement bulgare s'empresse pour finir avec les révolutionnaires avant que le printemps soit venu. C'est pour cela qu'il cherche toujours des prétextes pour les torturer, pour les assassiner, et ce n'est pas en vain.

Voici quelques faits qui nous sont écrits dans une lettre du 3 courant, sur les persécutions des anarchistes à Stara-Zagora : « Le 5 février 1925 furent arrêtés les camarades Ivan Bonelli, Georges Nicoloff, Kosta Nicoloff, Nicolas Athanasoff et Vasiliou. On les jugea, sans aucune preuve, d'avoir tué le sous-chef de la Sûreté publique à Stara-Zagora. On les assomma, on les tortura pour faire avouer le crime qu'ils n'ont pas commis. Il y a plus de trois semaines qu'ils sont dans les griffes des autorités et ils ne sont pas encore interrogés par le juge d'instruction. On les assomme chaque jour, et il est à craindre qu'ils n'en meurent bientôt. »

Le groupe des anarchistes bulgares à Lyon.

Les mauvaises conserves

Clermont-Ferrand, 19 mars. — Une famille de Ceyrat a été empoisonnée par des conserves de pois et tomates. Deux enfants, une fillette de douze ans et un garçonnet de quatre ans ont succombé. L'état des parents est des plus graves.

L'aviation meurtrière

Eizerte, 19 mars. — Un hydravion a fait une chute. Le pilote Dorp, 22 ans, né à Saint-Malo, et le radiotélégraphiste Deresper, 21 ans, originaire de Bretagne, arrivés à Eizerte il y a seulement huit jours, ont été tués. On a retrouvé à quelques mètres du point de chute une aile qui s'était détachée de l'hydravion.

Deux pauvres garçons qu'on aurait mieux fait de laisser chez eux.

Quatre personnes blessées dans un incendie à Vitry

Un incendie a éclaté dans le pavillon de M. Paul Campton, 26, rue du Moulin-de-Sacquet. Le feu a pris dans un bain de colodion que préparait six personnes, dont quatre ont été brûlées : Mlle Meynard, 7, rue du Mont, à Vitry ; Mme Depoux, 7, rue du Mont, à Vitry ; Mlle Madeleine Alexandre, 57, avenue du Moulin-de-Sacquet, qui a été admise à la Pitié.

Les dockers de Tou'on ont repris le travail

Toulon, 1 mars. — Les dockers en grève pour une augmentation de salaires ont repris le travail, aujourd'hui, sans avoir obtenu satisfaction.

Pendant le conflit, les patrons avaient fait appel à la main-d'œuvre étrangère.

Un alcoolique assomme sa femme et la larde de coups de couteau

Brignoles, 18 mars. — Au cours d'une crise d'alcoolisme, le cultivateur Louis Blanc, âgé de 56 ans, habitant à Gonfaron, une ferme isolée du quartier Saint-Jean, a assommé à coups de pieds son épouse, âgée de 44 ans. Puis, dans un accès de fureur, voisin de la démence, il frappa la malheureuse à coups de couteau pendant vingt-quatre heures.

Le meurtrier vella ensuite seul le cadavre et s'en fut le lendemain avertir les voisins en leur disant que sa femme était morte.

Voilà à quel degré de cruauté peuvent descendre des êtres humains dégradés par la passion de l'alcool.

Les politiciens parlottent

Le congrès de la Fédération républicaine (un titre qui dit tout ce que l'on veut) s'est terminé hier à Paris par un banquet (ça se termine toujours par là) aux Sociétés savantes.

On y a affirmé des principes conservateurs, le respect sacré de la propriété, etc.

Toutes ces parlottes, au fond, sont des endrois à combinaisons.

Les fonctionnaires ne veulent pas être mouchardés

Amiens, 19 mars. — Le Comité Amiénois du Syndicat des Fonctionnaires des Contributions indirectes, « considérant que des renseignements politiques sont pris actuellement sur tous les fonctionnaires », a voté un ordre du jour « s'élevant contre le rétablissement des fiches politiques et demandant que les notes politiques soient radicalement supprimées et que le secret des notes professionnelles soit établi ».

Le mouchardage est donc rétabli ?

Un train déraile gare d'Austerlitz

Un tracteur électrique a déraillé, hier matin, en gare d'Austerlitz. Il n'y a eu aucun accident de personnes, mais les trains ont subi des retards importants.

Le feu détruit une usine de charronnage

L'autre soir, 24, rue Sibuet, l'usine de charronnage de la Société des Fermiers de la Brie a été détruite par le feu.

L'incendie semble avoir pris naissance dans les combles des ateliers, à la suite d'un court-circuit. Il n'y a aucun accident de personne à déplorer. Les dégâts causés par le sinistre dépassent 250.000 francs.

De nombreux ouvriers vont chômer.

LEURS DIVIDENDES

— A Ivry, un tramway s'est entré en collision avec un atelage. Le charretier, Paul Sylvestre, 41 ans, 20, rue des Deux-Moulins, a été projeté de son siège, et il a succombé pendant son transport à l'hôpital.

De qui se moque-t-on ?

Est-ce que le gouvernement de M. Herriot et les journaux à sa solde, comme le Quotidien, l'Œuvre, l'Ére Nouvelle et autres, se fient au public et des lecteurs pour le faire marcher ?

Parce qu'un M. Boulange, malade, s'est fait prendre la main dans le sac, et parce qu'il appartient à l'Action Française, on voudrait nous faire croire que subitement, tout d'un coup, on ne va plus marcher au col du malin ?

Est-ce que depuis plus de cinq mois l'écrou des capitaux appartenant à des riches de droite, de gauche, voire d'extrême gauche, ne s'est pas organisé sur une vaste échelle, avec l'assentiment des chefs de service de ces banques et des courtiers des banques de Belgique, de Suisse, d'Angleterre et d'ailleurs ?

Si M. Clémentel ignore, qu'il demande à son collègue de l'intérieur de lui prêter quelques bouillottes qui, après une toute petite enquête, bien facile, l'édifieront sur la disparition des milliards français.

Car ce serait tout de même extraordinaire que notre syndicalisme argentin ignore de ce que tous les employés de banque savent depuis des mois, non seulement sur les sommes qui s'envolent ainsi, mais encore sur les noms de ces patriotes qui, en fait de patrie, ne le sont que jusqu'au porte-monnaie et deviennent des internationalistes farouches quand il s'agit de sauver la France.

Et combien parmi nos ploutocrates de gauche qui croient actuellement contre Boulange ont depuis longtemps fait comme lui, en fraudant le fisc et dévalant leur belle galette amassée à abrutir leurs lecteurs ?

Nous ne leur en voulons pas ; mais les prolétaires, les créve-la-faim, les turbidiers, sont tout de même rudement poires de payer des impôts sur des salaires de famine, pendant que les gros industriels, les commerçants, les financiers, les bourgeois millionnaires, avec le consentement de la clique à Herriot, peuvent si facilement se soustraire aux lois et vivre dans des conditions de parfaite quiétude.

Mais, de grâce, journalistes et politiciens, pas tant de chiqué. Non seulement vous n'ignorez rien de tout cela, mais vous êtes les complices et les associés de ces gens, à qui vous facilitez la fraude et chez qui vous passez souvent aux caisses, soit des banques, soit des ministères.

Encore des masques

Mi-Carême ! Fête montueuse, puisque le carême est la vie chère est de tous les jours et que la ceinture se serre quotidiennement d'un cran de plus.

Mi-Carême ! Evocation lugubre d'une joie morte, écho de voix lointaines qui se sont tues à jamais, alors qu'il y avait encore des Cydalises et que le sourire des femmes n'était pas toujours celui du larcin.

Mi-Carême ! Alors que la vie est rude, que les toiliers sont implacables, que l'once de pain se vend sur des balances à peser l'or, que la fièvre du chômage, errant de la nuit sur ses traits fatigués !

Mi-Carême ! Sous un ciel d'avant-printemps, froid et triste, qui rit un peu au passage de ces petites reines du peuple, qu'on a affublées d'oripeaux et que la société continuera à exploiter demain !

Mi-Carême ! Ironie du Paris jouisseur qui traîne ses désenchantés et ses mercantils dans le remous de sa foule brutale.

Et qui ! encore des masques ! Comme au Mardi gras, des nez horribles et des lèvres qui ressemblent des bestialités ou des naïvetés, des costumes défranchés sur des corps de jeunes émoussés ou de vieux pantalons qui se croient jeunes !

A voir passer tous ces gens qui cherchent à cacher leur ennui ou leur vice dans le défilé de grolots de la folie, on se convainc que les hommes n'ont pas encore orienté leurs vies vers des buts de joie saine et d'effort fécond.

Il y aurait eu, pour cette Mi-Carême, une occasion unique de satire sociale contre l'existence désastreuse qu'on nous impose. Une sorte d'union de toutes les indignations et de toutes les haines aurait pu s'instituer pour stigmatiser, en des effigies virulentes, les maux dont nous souffrons, les peines qu'on nous impose, les corréctions qui nous détreignent !

La foule aurait pu entourer et suivre des chars vengeurs où on aurait symbolisé : « Le scandale des meubles », « La honte du pain cher », « La Fourberie des Politiciens », « On n'a rien montré, dans leur parole, toutes les lèpres sociales ! »

Certes, la police, cette autre lèpre, serait intervenue, mais il y aurait eu quelque sens dans cette fête populaire, et des filles du peuple, autre part que dans des défilés d'anciens soldats, auraient vent des révoltes conscientes ! Elles se seraient souvenues de ces femmes d'autan, qui marchaient la torche à la main, dans les Jacques, sous la Révolution, et aux grandes heures de la Commune.

Guy SAINT-FAL.

A l'ambassade bolcheviste

Le « camarade » Krassine, en prenant possession de son ambassade, avait trouvé, dans cette dernière, dans un état extrême de délabrement, de la cave au grenier, du salon de réception aux chambres des compagnons valets, rien n'était habitable.

Comme tout homme qui aime le propre et le beau, Krassine ordonna un nettoyage et des réparations en règle. Jusqu'ici, à objecter, tout prolétaire raisonnable était convaincu que le « vieux » doit disparaître pour faire place au « nouveau », et après tout ce sont les mouches qui payent, et, ma foi, ils sont bien libres de placer leur pognon où bon leur semble.

L'ambassadeur prolétaire pourrait donc faire transformer et retravailler, il pourrait faire peindre et repindre sa fauile et son marteau que nous n'y trouverions rien à redire, qu'à le faire remarquer.

Mais on nous nous préoccupons des travaux de la rue de Grenelle, c'est dans le fait qui nous a été signalé :

« Chacun sait que les ouvriers du Bâtiment sont groupés en deux syndicats, l'un C. G. T. U., l'autre autonome. Jusqu'à ce jour la division n'avait été qu'organique, sur les lieux du travail d'exploitation ; syndiqués d'ici ou de là usaient en effet d'une même tolérance fraternelle, en ne voyant qu'un seul ennemi : le patronat. »

Nos farouches unitaires employés à la réfection des platres de l'ambassade ont crut devoir briser avec cette tolérance en signifiant tout d'abord à notre camarade Paul Alexis, syndiqué autonome, qu'il avait à vider les lieux dans le plus bref délai.

L'unitaire Pardonnet, nous dit Paul Alexis, est celui qui me mit dans l'obligation de dénigrer ; en passant, nous recommandons ce citoyen à nos bons camarades de l'Excellence Krassine. Pour notre part nous regrettons que Paul Alexis ait obéi à un ordre semblable, car le morceau n'aurait pas dû être digéré de cette façon, une résistance de révolte sur le terrain prolétaire de l'ambassade n'aurait certainement pas manqué de charme.

Mais que pensent les copains autonomes et « unitaires » de ces procédés ? Est-ce avec l'assentiment de la Chambre Syndicale de la Maçonnerie qu'une semblable chose a pu se produire ? Est-ce au nom de l'Unité qu'un travailleur fut chassé de son labour ?

Notre opinion, à nous, c'est que nos maçons en mal de dictature ont cru accomplir une action d'éclat, se sentant chez eux, étant certains de l'assentiment de leur patron — car ils en ont un malheureux — ils ont voulu faire entrevoir au « contre-révolutionnaire autonome » le sort qui lui serait réservé dans le paradis bolcheviste.

Ce ne peut être que cet esprit qui a fait agir les courageux « Unitaires », car nous sommes persuadés qu'ils n'auraient pas eu le culot de chasser des lieux où du moins, ils ne l'ont pas fait voir jusqu'ici.

Il est à souhaiter que ces agissements ne se renouvellent plus, la conscience et le cœur des ouvriers se placent au-dessus d'actions de ce genre. Les syndicats autonomes et de la C. G. T. U. savent très bien qu'ils sont unis par les mêmes misères, qu'ils sont solidaires dans les luttes quotidiennes, que par leur sort douloureux, ils sont liés dans une même révolte.

Pour que ceux qui ont accompli cette violence en garde la responsabilité et qu'au contact de l'ambassadeur, ils ne se fassent plus être des « mouchards ».

Pierre ODEON.

On acquitte

Metz, 19 mars. — M. Emile Book est acquitté en cour d'assises devant laquelle il comparait, sur l'accusation de meurtre.

Chez les faiseurs de lois

LES ELECTIONS MUNICIPALES
LE MANIFESTE EPISCOPAL

Bouisson préside la séance du matin où les Châmbres abordent la discussion du projet de loi modifiant le régime en vigueur pour les élections municipales de Paris.

Léon Borély formule un avis défavorable au projet.

Michel Missoffe réclame le renvoi à la commission du suffrage universel.

Après quelques mois d'écart, et du ministre de l'Intérieur, la suite du débat est renvoyée à aujourd'hui.

La séance de l'après-midi comporte une interpellation de Cazals sur le manifeste des cardinaux.

Les tribunes sont pleines à craquer. Tout le gratin fasciste est là, avec ses ventres dorés, ses chapeaux à la mode, ses gilets et ses gilets.

Il expose, dans toute sa faiblesse doctrinale et dans toute sa fidélité, le point de vue du Bloc des Gauches.

« M. Cazals ! Dans ce débat, qui peut soulever tant de passions, je n'aurais aucune peine à le blesser personnellement, car j'ai le plus grand respect pour tout homme qui consent à s'intéresser à ces problèmes de conscience. »

« Cependant je n'ai aucune illusion et, demain comme hier, je ser

